

GRAND ORIENT DE FRANCE



Science
Citoyen

technique

politique

État

LIVRE BLANC

Après

Les Cahiers thématiques



travail
égalité

monnaie
santé

République

fraternité

économie

solidarité

laïcité

Afrique

individu

société

liberté

Le Temps et l'Horizon du Continent Africain à l'ère de la Covid-19

Respectable Loge, L'Etoile bleue, Orient de Toulon, Région 2

Respectable Loge, L'Etoile Occidentale, Orient de Dakar, Région 3

Respectable Loge, du Mandé, Orient de Bamako, Mali, Région 3

L'Après Covid-19 est une formidable opportunité pour la Renaissance Africaine, Afrique résiliente jadis considérée comme le dernier wagon du train de la mondialisation, alors qu'elle est la source de tout et recèle des trésors d'humanité et d'humanisme.

Après en Afrique

Si les décès dus à la covid 19 sont relativement moins importants dans les pays africains, ces pays ne sont pas pour autant épargnés par les effets collatéraux de la pandémie, notamment les impacts sociaux, politiques et économiques qui sont les conséquences directes des mesures de riposte prises par les gouvernants. Ces conséquences se manifestent surtout au niveau de l'activité économique qui connaît un ralentissement sans précédent et un impact négatif sur la vie au quotidien des citoyens. L'appareil productif des pays est affecté avec comme corollaire la baisse du taux de croissance prévu et une menace sur les emplois. Le secteur sanitaire n'est pas épargné.

Cette situation pourrait s'empirer avec d'une part, le reconfinement annoncé dans certains pays et d'autre part, avec une possible deuxième vague de contamination. En d'autres termes il est trop tôt de clamer que les pays africains « sont sortis du tunnel ». D'où la nécessité de maintenir la garde et d'être plus rigoureux dans l'application des mesures de riposte.

Les effets collatéraux de la pandémie sont inévitables du fait du caractère extraverti des systèmes économiques et particulièrement des appareils de production. Les économies des pays africains dépendent énormément des économies de l'extérieur (Europe, États-Unis d'Amérique, Chine, Inde etc.).

Si nos économies étaient assez développées et moins dépendantes de l'extérieur et s'il y avait plus de coopération entre pays africains, l'impact économique dû à la crise sanitaire serait moindre.

De ce constat, la leçon fondamentale à tirer de cette crise sanitaire en Afrique est, sur le court terme, faire la politique de ses moyens, c'est -à-dire, faire éclore les potentialités endogènes, encourager les productions locales et développer l'entraide et la solidarité. Il s'agit d'éviter de vivre au-dessus de ses moyens. Ceci est aussi valable au niveau étatique qu'individuel. Le cas de Madagascar dans l'utilisation des produits à base de plantes pour guérir les malades atteints du coronavirus est assez éloquent. Les pays africains regorgent de potentialités intellectuelles, humaines qu'il faut valoriser afin de réduire leur dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

Des dons à mobiliser plus que des prêts à contracter. Il faut rompre avec le réflexe qui conduit à chaque coup à monter des projets qui mettront les pays africains encore dans des dettes.

Très souvent les dons sont des dons liés avec obligation d'achat des biens et services dans le pays donateurs. Dans les négociations pour l'utilisation des fonds alloués à travers les dons, il faudra veiller à ce que, au moins 60% des montants des dons soient utilisés pour les résultats pour lesquels les dons sont octroyés.

Il faut réinventer les économies africaines

Réinventer les économies africaines est un véritable défi à relever après la covid 19. On en parle de tous les temps. Il est temps pour passer à l'acte. En effet les clichés ou les modèles économiques empruntés de l'extérieur ne correspondent pas aux réalités des pays africains. Il suffit de jeter un coup d'œil rapide sur nos populations pour savoir que nous sommes nombreux, pauvres, mal nourris, mal

logés, sans éducation adéquate, sans infrastructures sanitaires appropriées et réduits au chômage. Ce sont, sans être exhaustif, des caractéristiques qui marquent nos populations et qui doivent être le point de départ, le fondement de toute recherche de politique économique en Afrique.

Réinventer l'économie dans nos pays, c'est revenir à la source du concept, privilégier les besoins sociaux et non la productivité au profit des monopoles ; c'est chercher à mettre fin aux pénuries sociales nées de la rareté des biens essentiels à la survie de chaque homme et de chaque femme.

Remédier à une situation sociale préoccupante, exige fondamentalement un développement endogène. Comme évoquer plus haut, réinventer les économies africaines consistera en tout premier lieu à les rendre moins extraverties d'une part et, d'autre part, à promouvoir et intensifier les échanges entre pays africains. Cela n'exclut pas l'ouverture de nos pays vers l'extérieur, mais elle doit constituer un complément planifié, c'est-à-dire maîtrisé, à la stratégie de développement endogène.

Réviser les termes des échanges

Le commerce avec l'extérieur se fera mais dans un nouveau cadre caractérisé par le rejet des lois de l'échange inégal, notamment la détérioration des termes de l'échange, l'extraversion de la production, la faible valorisation sur place des matières premières, etc. Dans le même ordre d'idées les accords économiques autrefois signés et qui n'avantagent pas nos pays devront être revus.

Quand on sait combien une telle stratégie sera confrontée aux grands courants économiques mondiaux, on comprend mieux, sans doute, la nécessité d'établir de nouvelles relations internationales et d'instaurer une collaboration plus étroite entre pays africains et intensifier la coopération Sud-Sud.

Création de grands ensembles de production en place et lieu de multiples petites entreprises produisant les mêmes articles pour la même zone économique

La réinvention des économies africaines passera également par la création de grands ensembles de production en place et lieu de multiples petites entreprises produisant les mêmes articles d'un pays à un autre. Les Unions économiques et monétaires existantes doivent servir de tremplin pour ces grands ensembles de production. Les pays africains, dans cette optique, doivent abandonner les orgueils nationaux qui les poussent à se doter chacun de micro-entreprise qui fabriquent les mêmes produits pour les mêmes consommateurs.

Par ailleurs, le continent africain est riche sur tous les plans et plus particulièrement en ressources matérielles dont sont friandes les grandes puissances. Pour le fonctionnement de leurs industries elles recourent aux matières premières du sous-sol africain. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont besoin des ressources qu'on ne trouve qu'en Afrique (le cobalt par exemple). La course effrénée aux armements suscite une demande de plus en plus accrue de matières premières diverses : bauxite, cuivre, fer, plomb, manganèse, pétrole, minerais rares qui proviennent pour la plupart de l'Afrique. Les pays qui tirent leurs ressources de cette situation ont naturellement intérêt à ce qu'elle perdure.

En dehors des matières premières, les grandes puissances investissent également dans l'acquisition des terres en Afrique.

Malgré toutes ces transactions qui doivent procurer des ressources financières aux pays africains, ceux-ci continuent de garder leurs statuts de pays pauvres et endettés. C'est paradoxal ! Avec les différentes ventes opérées et ajoutées à d'autres transactions, les pays africains ne doivent pas traîner des dettes. Il n'y a pas de doute que les dettes que traînent les pays africains sont dues à la détérioration des termes des échanges. La révision des termes des échanges, des accords commerciaux et d'extraction des ressources du sous-sol en faveur des pays africains contribuera à coup sûr à alléger la dette de l'Afrique.

Réforme des systèmes de santé en Afrique

La COVID 19 a mis à nu la faiblesse des systèmes de santé en Afrique, caractérisée, entre autres, par un déficit de personnel médical et paramédical, un plateau technique peu moderne et l'insuffisance des budgets nationaux consacrés à la santé.

Quelles mesures ou réformes, convient-il d'initier pour renforcer le personnel et moderniser le plateau technique, pour rendre plus résilients les systèmes de santé, en Afrique ?

L'avènement de la COVID-19, avec les ruptures des chaînes mondiales d'approvisionnement en produits pharmaceutiques et en masques de protection, impose à l'Afrique de réduire sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur et de prendre en charge la santé de sa population.

Le Continent a beaucoup d'atouts pour bâtir des systèmes de santé résilients, inclusifs et orientés sur les résultats, parmi lesquels on peut citer¹ :

Les ressources humaines : le rapport de l'institut de la Banque africaine de développement (BAD) indique que l'Afrique a exporté plus de 70.000 professionnels de santé ; que, d'après une enquête auprès de cette diaspora, plus de 60% sont disposés à revenir travailler en Afrique ; et que le reste est prêt à contribuer à partir de leurs lieux de résidence ;

La pharmacopée africaine : le Continent pourrait tirer parti de sa riche biodiversité pour la découverte de vaccins et le développement de produits pharmaceutiques ;

Les nouvelles technologies : le numérique et l'intelligence artificielle, adossés à des systèmes de données ouvertes, constitue une opportunité pour les systèmes de santé en Afrique. Avec la forte pénétration de la téléphonie mobile, des solutions efficaces et peu chères à travers des applications peuvent être développées pour lutter contre les disparités d'accès aux soins médicaux.

Par ailleurs, il sera important de développer des politiques de santé orientées vers les résultats et promouvoir les principes de transparence, de reddition des comptes, d'efficacité et d'équité qui permettent d'assurer que les dépenses de santé arrivent effectivement aux destinataires finaux et contribuent à améliorer leurs vies. A cet effet, des partenariats pourront être établis avec les institutions de développement et les acteurs dans le secteur de la santé pour une résilience économique et sanitaire de l'Afrique post-covid 19.

Pour que la jeunesse africaine ait un avenir en Afrique

Des propositions radicales et aujourd'hui plus que nécessaires :

Ne plus verser de nouveaux prêts ou aides publiques directement à des gouvernements africains

Interdire toutes les exportations d'armes vers le continent africain

Investir directement dans les infrastructures clés :

Déployer un réseau d'eau potable et d'assainissement dans les métropoles africaines

Organiser une gestion responsable des déchets

Électrifier l'Afrique grâce à l'énergie hydraulique et photovoltaïque (Cf. plan Borloo)

Construire un réseau de routes et une infrastructure ferroviaire pérenne

Construire des hôpitaux, des cités scolaires et universités dans chaque province pour donner une éducation à toute la jeunesse africaine

Déployer internet sur le continent pour favoriser connaissance, démocratisation et développement

Procéder aux transferts de technologies et de matériels nécessaires entre l'Europe et l'Union Africaine pour créer trois filières africaines d'excellence :

Agro-écologique (des semences aux produits finis consommés sur le continent) en s'appuyant notamment sur les laboratoires européens (INRA) et les écoles d'ingénieurs agronomes

Usines pharmaceutiques pour produire des génériques sur le continent

¹ Plateforme AfCoP (African Community of Practice)

Photovoltaïques (en revitalisant les deux filières françaises et allemandes sinistrées par la concurrence chinoise)

Véhicules électriques adaptés aux besoins des africains

Former les techniciens africains en créant un programme Comenius Afrique pour former massivement les professeurs africains des filières professionnelles (CAP, BEP et Bacs professionnels) et accompagner un vaste programme d'apprentissage

Créer Euro Campus (sur le modèle de Campus France) pour organiser à partir des ambassades européennes en Afrique un programme de bourse pour les meilleurs bacheliers du continent et former ainsi une élite compétente et éthique

Créer une agence Europe Développement en s'appuyant sur le réseau de l'Agence Française de Développement (AFD) pour organiser l'octroi massif de micro-crédits² pour accompagner les micro-entrepreneurs africains artisans et commerçants

Créer l'Institut du Monde Africain à Paris pour protéger l'art contemporain africain du pillage et investir dans la production culturelle africaine

Soutenir et appliquer avec diligence les décisions de la Cour Pénale Internationale tout particulièrement envers les dictateurs africains : mandats d'arrêts internationaux, saisie des comptes et biens à l'étranger pour les réinvestir sur le continent.

Annuler la servitude moderne que constitue la dette que supporte l'Afrique vis-à-vis des pays européens

Ce programme créera de l'activité et de l'emploi sur les deux continents, réduira considérablement les flux migratoires et favorisera la démocratisation de l'Afrique et crèvera l'abcès de la colonisation et de l'esclavage.

² Muhammad Yunus : développement économique et social à partir de la base